

20 NOVEMBRE 2023

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



## **EUROPOL, CONFLITS IDÉOLOGIQUES ET CLIVAGES ÉCOLOGIQUES**

Bonne lecture!

Elise BERNARD,

Edouard GAUDOT,

Iris HERBELOT,

Tom LANDFRIED.

Avec la précieuse assistance de Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI et Carla BOYER.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



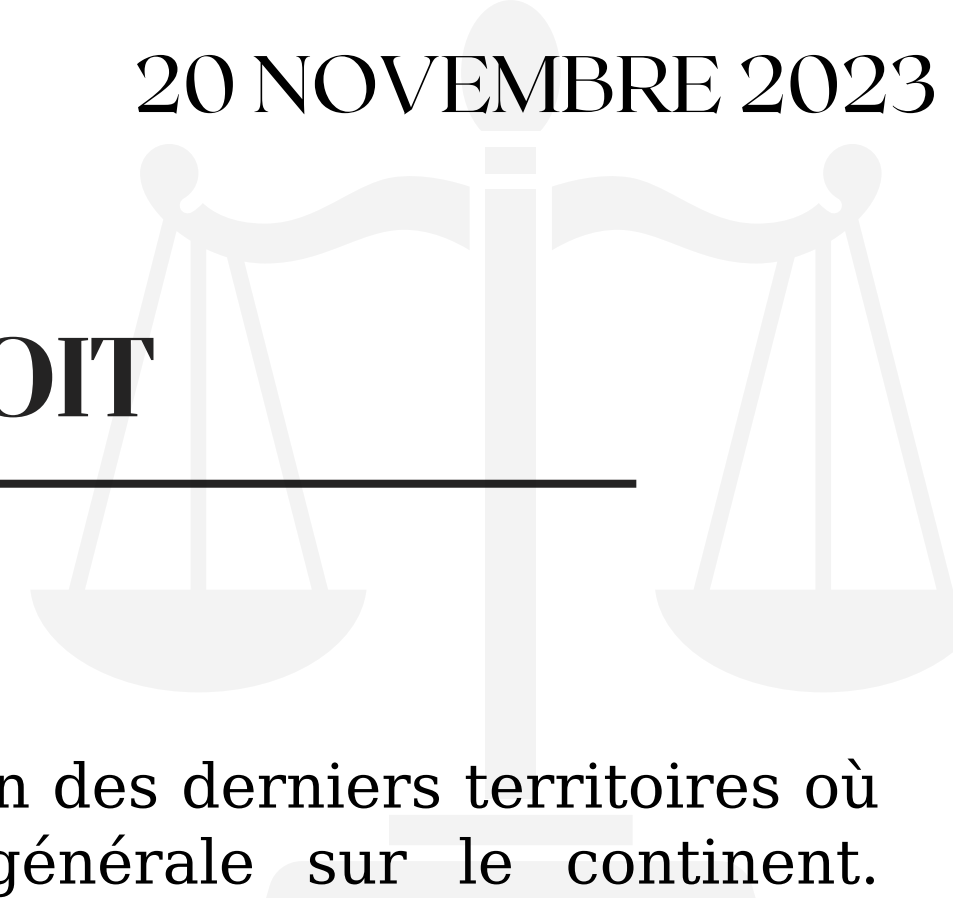
## ELECTIONS, POLOGNE, ESPAGNE, PORTUGAL, VOLVER

A l'exception des moments électoraux, nous nous abstenons de commenter la vie politique des Etats membres. Mais ces deux dernières semaines, du scandale de corruption qui déstabilise le gouvernement portugais, aux négociations complexes d'une amnistie pour les nationalistes catalans accusés de sédition, jusqu'aux tribulations de la constitution du nouveau gouvernement polonais, on notera de nouvelles illustrations de la tendance inquiétante du pouvoir constituant à tenter de s'affranchir de l'esprit sinon de la lettre de l'Etat de droit. Signe de nos temps populistes : les logiques partisanses font primer la fin sur les moyens.

- Après la victoire de l'alliance d'opposition libérale-conservatrice le 15 octobre dernier (cf. [EIH 22/10/23](#)), le président polonais Andrzej Duda nationaliste-eurosceptique (PiS) a tenté de garder sa famille politique au pouvoir
  - Arrivé formellement en tête du scrutin, le parti Droit et Justice a cependant perdu sa majorité parlementaire.
    - Ses chances de former une coalition sont peu probables
    - D'autant que les présidents de la Diète et du Sénat tout juste désignés l'ont remporté face aux candidats et candidates du PiS.
    - A la Diète c'est le très populaire ancien journaliste Szymon Holownia qui l'emporte largement.
  - Après une campagne de diabolisation de l'adversaire la polarisation mène à toutes les extrémités.
    - Pour l'ancien et futur Premier ministre Donal Tusk, cette tentative s'apparente à une tentative « de voler quelques jours de plus ».
- Après avoir gagné son pari de prendre les conservateurs de court avec des élections anticipées (cf. [EIH 29/5/23](#)), le Premier ministre espagnol socialiste (PSOE), Pedro Sanchez, a dû négocier un accord avec les nationalistes catalans (cf. [EIH 26/09/23](#)) pour trouver une majorité et obtenir un nouveau mandat.
  - La grande concession prend la forme d'une "loi d'amnistie" des indépendantistes catalans
    - Cette proposition soulève un problème politique et des questions de légalité et d'Etat de droit.
  - D'après cette loi, plus de 300 personnalités politiques et militants indépendantistes bénéficieront d'un sursis.
    - Elle pourrait également permettre à un certain nombre de policiers d'être libérés des charges liées à la manière dont ils ont traité les manifestants pendant cette période.
  - La loi est à usage unique.
    - Si une personne graciée en vertu de cette loi tente à nouveau de faire sécession illégalement, elle pourrait donc être poursuivie.
  - Ce que la loi d'amnistie ne mentionne pas, c'est l'aspect le plus controversé de l'accord.
    - Avec cette forme de "*lawfare*", c'est à dire d'usage des procédures judiciaires pour des raisons politiques, souvent pour traquer ses adversaires, P. Sanchez prend le risque d'affaiblir la séparation des pouvoirs dans le pays.
  - Les partis de droite et surtout d'extrême droite (Vox) ainsi que des socialistes opposés aux nationalistes régionaux ont appelé à des manifestations : une telle mesure est perçue comme contraire aux principaux fondamentaux d'un Etat démocratique
    - Dans 52 grandes villes espagnoles ont eu lieu des protestations, le 12 novembre, contre la loi d'amnistie.
    - Rien qu'à Madrid, défilaient plus de 80.000 manifestants, dénonçant la "rupture de la nation".
    - L'opposition tente de mettre en œuvre des « résistances civiles » et qualifie la décision du gouvernement de « Putsch ».



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## ELECTIONS, POLOGNE, ESPAGNE, PORTUGAL, VOLVER

- Avec la réélection de Pedro Sanchez, la péninsule ibérique est l'un des derniers territoires où la social-démocratie résiste encore à la poussée droitière générale sur le continent. Longtemps préservée des fièvres nationalistes fascisantes, elle a vu cependant avec Vox en Espagne puis Chega au Portugal des partis d'extrême droite à la croissance rapide venir perturber les équilibres politiques nationaux.
  - Le scandale qui déstabilise le gouvernement portugais, et vient de provoquer la démission du Premier ministre Antonio Costa, est une affaire de corruption et d'abus de pouvoir.
    - Dans ce pays qui est le premier producteur de lithium d'Europe, des concessions minières auraient été accordées de façon abusive
    - La plus récente venait à peine d'être validée, le 7 septembre 2023.
  - Les chefs d'accusation sont graves : détournement de fonds, corruption de personnalités politique et trafic d'influence.
  - Si A. Costa plaide non-coupable, il n'en est pas à sa première accusation.
    - Il est aussi soupçonné d'être intervenu pour débloquer des procédures de construction de data center.
  - Ses justifications, en outre, se résument à une maladroite tautologie d'autorité : « La dignité des fonctions de Premier ministre n'est pas compatible avec un quelconque soupçon sur son intégrité ».



- Le 14 novembre 2023, une nouvelle information bouleverse le cours de l'affaire : la justice avoue s'être trompée de nom et explique qu'elle aurait confondu, par homonymie, le Premier ministre avec António Costa Silva, ministre de l'Économie.
  - Ce quiproquo qui ajoute une touche ridicule à l'affaire paradoxalement aggrave le sentiment d'exaspération populaire.
  - Cette faille flagrante dans la crédibilité du système judiciaire pourrait en outre nourrir des théories conspirationnistes sur la faillite des élites.
- La démission d'Antonio Costa reste effective, son nom étant toujours impliqué dans des affaires scandaleuses.
- 

Comme nous l'écrivions il y a cinq ans pour Esprit, c'est d'abord dans les reculs et les défaites de la social-démocratie que prospèrent les nouvelles droites radicales et extrêmes. Le scandale qui secoue le Portugal et les élections qui se profilent pourraient bien venir confirmer cette équation.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## SLOVAQUIE, MAFIA, EUROPOL, CJUE, CATCH ME IF YOU CAN

Contrairement aux récits démagogiques dignes des productions d'Hollywood, le principe de l'Etat de droit c'est que même les vilains en ont. Une affaire mettant en cause Marian Kocner, un oligarque slovaque connu pour ses liens mafieux, et Europol, l'agence de coordination des services de police européens, met une nouvelle fois en lumière les tensions autour de l'État de droit au sein des pays démocratiques de l'Union. Comme pour Frontex et la police des frontières, le cadre et le fonctionnement des agences opérationnelles dans l'Union européenne se retrouvent pointés du doigt.

- Marian Kocner est aussi connu pour son implication, probable mais non prouvée, dans le meurtre du journaliste Jan Kuciak. Il cherche depuis à obtenir une compensation pour ces accusations et la violation de sa vie privée.
  - Dans sa requête, la justice slovaque aurait ignoré, à tort, la responsabilité d'Europol.
    - Sur la base des dispositions du Règlement organisant l'agence, il invoque la responsabilité conjointe et solidaire des États et des agences opérationnelles (ayant pour but de protéger les droits du plaignant).
    - Sa requête est rejetée : la presse slovaque le présentait, bien avant l'assassinat de J. Kuciak, comme proche des milieux mafieux et les éléments propres à sa vie privée n'ont pas été rendus publics par Europol.
  - Pour que la responsabilité non contractuelle des institutions de l'UE soit engagée, il est nécessaire de caractériser une violation suffisamment grave du droit de l'Union, assortie de dommages qui leur serait imposable.
- C'est cependant une exigence de causalité qui, telle qu'elle est actuellement appliquée, ne pourra jamais être satisfaite, explique Joyce de Coninck.
  - Dans la sphère du traitement des données et renseignements au sein de l'UE, une approche dichotomique existe et contient des règles spécifiques concernant la responsabilité des États membres intégrées dans le RGPD.
    - Toutefois, il existe des règles spécifiques concernant le traitement desdites données applicables aux institutions de l'UE.
    - Des règles plus spécifiques ont été élaborées concernant les situations impliquant le traitement des données par Europol.
  - Soulignant l'importance de clarifier les mécanismes de responsabilité dans le cadre d'opérations conjointes, l'Avocat Général Rantos a souligné l'ambiguïté des textes et leur difficile interprétation.
    - Cette source "d'insécurité juridique" constitue une infraction aux droits fondamentaux des citoyens de l'Union, en particulier en ce qui concerne le respect de la vie privée et familiale, ainsi que la protection des données personnelles.
    - Surtout, elle freine l'action commune au niveau européen et permet trop facilement aux criminels de se jouer des failles systémiques.
- Pour répondre au défi du terrorisme et de la criminalité organisée, l'intégration croissante de nos espaces judiciaires et policiers au niveau européen est nécessaire.
  - Elle exige un cadre clair et robuste pour permettre une action efficace des agences européennes dans la conduite de leurs missions – et dans le respect de l'Etat de droit.
    - Les errements de Frontex (cf. EIH 25/09/2023) doivent servir d'avertissement pour Europol.
  - La question d'un FBI européen fait partie des serpents de mer du débat européen sur la sécurité et la police.
    - Malgré les réticences de certains Etats membres (Allemagne en tête), elle pourrait cependant faire partie des solutions (prônées par certaines familles politiques).



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## CONQUÊTE SPATIALE, ALLO KOUROU ? ON A UN PROBLEME !

Le 6 novembre 2023 à Séville, à l'occasion du Sommet de l'European Space Agency (ESA) à Séville (cf. [EIH 12/11/23](#)), les ministres européens réunis afin de décider du futur du spatial européen ont trouvé un accord pour soutenir les lanceurs Ariane 6 (à hauteur de 340 millions d'euros) et Vega-C (21 millions), respectivement français et franco-italien.

- Le sommet a également donné le coup d'envoi à un appel d'offre pour un accès indépendant à l'espace auprès du secteur privé.
  - On s'engage ainsi - timidement - vers la route de la concurrence et du recours aux industriels privés.
  - Ces derniers se multiplient en Europe ces dernières années à l'image de Latitude (FR), Hympulse, RFA, IsarAerospace (ALL), Pangea Aerospace (ES-FR) et MaiaSpace, une filiale d'Ariane Group.
    - Ils sont toutefois loin d'égaliser les financements et le volume de production des entreprises américaines comme SpaceX, néo-zélandaises comme RocketLab, ni même les progrès fulgurants des programmes spatiaux chinois et indiens.
- Depuis l'arrêt des lanceurs Soyouz russes depuis Kourou, le centre spatial guyanais (CSG) de l'ESA, et le dernier vol d'Ariane 5 en juillet 2023, les retards d'Ariane 6 et les multiples complications de Vega, les pas de tir du CSG sont bien vides par rapport à Cape Canaveral en Floride, où les dizaines de lancements annuels, largement dus à SpaceX, vont croissants.
  - L'Europe spatiale est mal en point, car elle accumule les retards, ne dispose pour l'instant pas d'un accès indépendant à l'espace.
    - Malgré un partenariat privilégié entre l'ESA, la NASA (Agence spatiale américaine), JAXA (japonaise) et CSA (canadienne) qui portent le flambeau des programmes Artemis entre autres, les retards de lanceurs lourds type Ariane 6 s'accumulent.
  - Aucun projet viable de fusées réutilisables européennes n'est lancé, et les projets de micro-lanceurs pour l'accès à la très convoitée orbite basse (LEO) n'en sont qu'à un stade de développement balbutiant.
    - Parallèlement, les boosters de la Falcon 9 de SpaceX ont déjà fait l'objet de réutilisations sur près d'une vingtaine de lancements.
- Alors que la Commission européenne continue d'accorder des contrats à SpaceX pour les lancements des satellites institutionnels de l'Union européenne, (cf. [EIH 20/10/23](#)), lequel vient de rafler un contrat de 1,2 milliards de dollars auprès de la Space Force américaine, l'ESA annonce un élargissement de son programme ScaleUp.
  - Sous la Direction de la commercialisation l'industrie et des contrats (D/CIP) ce programme vise à soutenir le développement des anciens et nouveaux partenaires industriels européens.
    - Un appel au secteur privé pour le développement d'un vaisseau-cargo destiné à faire la navette vers et depuis l'ISS, avec à la clé un petit budget de 75 millions d'euros.
  - Avec le souvenir douloureux de la navette Hermès des années 70 à 90 qui aurait permis des vols européens habités, les financements institutionnels timides européens ne suffiront pas à stimuler l'émergence et la concurrence entre des acteurs industriels européens pour décrocher des contrats modestes, voire inexistantes.
  - Des géants industriels européens profitant déjà des contrats de l'ESA comme Thales Alenia Space et Airbus sont sollicités par les Américains, et les nouvelles start-ups européennes, faute de contrats à remporter en Europe, se tournent elles aussi outre-Atlantique.
    - La fuite des cerveaux continue...
- Loin des milliards distribués chaque année par des contrats militaires et gouvernementaux divers aux États-Unis, les quelques millions dispersés parcimonieusement en Europe ne suffiront pas à concrétiser la vision ambitieuse pour le spatial européen du directeur de l'ESA, Josef Aschbacher.
  - Pourtant, les 75 millions de l'appel d'offre ne sont pas un nombre quelconque : c'est précisément le coût de la mission Chandrayaan-3 indienne, un succès retentissant à plus d'un titre, et non des moindres au vu de son budget très modeste.
  - L'annonce du Premier ministre indien Modi d'envoyer des astronautes sur la Lune en 2040 nécessitera des investissements plus conséquents.

Si l'Europe, veut rester dans la course à la découverte, l'exploration et l'exploitation spatiale, doit être prête à dénouer les cordons de la bourse.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## CONFLITS, UKRAINE, PALESTINE, ISRAËL, BRICS, APOCALYPSE NOW

Le retour à une inquiétante militarisation potentielle de la course à l'espace prolonge les inquiétudes de l'Union européenne sur l'instabilité et les conflits à ses frontières. De l'Ukraine, au Proche Orient, du Caucase aux Balkans, l'UE se retrouve presque enserrée dans un anneau de feu. Alors qu'on en avait presque oublié que les affrontements meurtriers fratricides ex-yougoslaves se sont déroulés sur le territoire européen.

- Réveillés de leur rêve irénique de paix perpétuelle à l'abri des conflits du monde, comme l'ironisait l'intellectuel néoconservateur Robert Kagan en 2003, l'UE et l'Occident sont pris de court.
  - Ils n'étaient plus habitués à de telles intensités de conflit à leurs portes, comme le rappelaient Amin Maalouf et Thomas Gomart sur France Culture le 28 octobre 2023.
    - Pour l'Union européenne l'adversaire s'appelle Vladimir Poutine, dont l'ombre plane aussi sur le conflit entre Israël et le Hamas.
  - Depuis les événements au Proche-Orient, le front ukrainien semblé oublié - ce qui arrange les affaires du dirigeant russe.
- L'historien américain Timothy Snyder pointe les faiblesses dans la lecture occidentale de la Russie et de Poutine, soulignant que l'Occident en a longtemps trop minimisé le danger et les idées radicales.
  - Dans cet entretien au Financial Times, il explique que les actions de V. Poutine ne sont pas si étonnantes et qu'elles auraient pu être prévues si une meilleure analyse de sa politique avait été faite.
  - Sur le front ukrainien, V. Poutine est cependant en train de perdre l'avantage idéologiquement analyse Marion van Renterghem pour *l'Express*.
    - Et ce, malgré une offensive ukrainienne qui n'a pas apporté les effets attendus.
    - L'OTAN s'étend à la Suède et la Finlande.
  - L'éloignement de l'Ukraine de l'Occident a échoué, puisque cette dernière semble plus que jamais proche de l'UE.
    - Surtout depuis le rapport sur l'élargissement rendu par la Commission européenne (cf EIH du 13/11/2023).
    - C'est en quelque sorte une revanche sur l'Euromaïdan, 10 ans après.
- Mais la guerre au Proche Orient pourrait offrir à Poutine une victoire indirecte, sur "l'Occident collectif" comme l'appelle la propagande du Kremlin.
  - La multitude d'acteurs impliqués dans le conflit au Proche Orient diminue de fait l'importance et le poids de l'UE.
    - Elle a un rôle beaucoup plus important en Ukraine.
  - Un des objectifs de V. Poutine, soutenu par Xi Jinping, est d'œuvrer à un nouvel ordre mondial (cf EIH du 23/10/2023), dans lequel l'influence de l'Occident serait diminuée.
    - En prenant la défense des Palestiniens, V. Poutine reprend le flambeau anti-Occidental.
    - En concurrence - peut-être - avec R.T. Erdogan, qui se veut leader du sunnisme mais reste le représentant de la 2e armée de l'OTAN.
  - D'autant que l'accusation de 2 poids 2 mesures met les Européens dans une situation délicate.
    - L'unanimité dans la condamnation des crimes la stratégie de l'armée israélienne sur la bande de Gaza, et les violations du droit international commises par Israël.
  - Une contradiction qui nourrit le récit poutinien de la duplicité occidentale.

# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## CONFLITS, UKRAINE, PALESTINE, ISRAËL, BRICS, APOCALYPSE NOW

- Quant aux élections américaines de 2024, elles représentent un autre défi imminent pour le positionnement de l'UE
  - Si le candidat républicain, probablement D. Trump, hostile au soutien à l'Ukraine venait à être élu, l'UE serait-elle en mesure d'assumer seule le soutien militaire et financier nécessaire à l'Ukraine, et surtout, qu'elle lui a promis ?
  - Les réticences de la Slovaquie, en sus des oppositions de V. Orban, permettent d'en douter.
    - L'électorat européen pourrait bien se lasser aussi et changer de préoccupations.
- La question de l'extension potentielle de la guerre au Proche-Orient reste en suspens, avec des tensions pouvant s'aggraver, écrivent pour Project Syndicate, les analystes Comfort Ero, Negar Mortazavi, Djavad Salehi-Isfahani et Sinan Ülgen.
  - L'affrontement le plus probable semble être celui qui opposerait les Etats-Unis à l'Iran.
    - Cependant, l'Iran - prêt à rentrer dans le club des BRICS au 1er janvier 2024 - montre peu d'appétit pour une telle escalade et préfère intervenir indirectement.
    - En soutenant le Hezbollah par exemple.
  - L'UE doit absolument repenser sa position face à cette expansion potentielle du conflit.
    - Car, si les revendications du Hamas sont très claires, celles d'Israël le sont beaucoup moins, comme nous l'explique J-L Bourlanges.





## GREEN DEAL

### **COP, ENERGIES FOSSILES, COPAIN COPINE**

Pendant ce temps, à... Dubaï, la 28e Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP 28) va s'ouvrir dans un contexte étrange. La présidence émiratie de la COP 28 a déclaré souhaiter mettre l'accent sur le premier Global Stocktake (Bilan Mondial), la transition énergétique, et la solidarité entre les pays du Nord et les pays du Sud.

- La commission de l'environnement du Parlement européen a également adopté ses demandes pour la COP28, qui fera le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de "l'Accord de Paris".
  - Les demandes sont nombreuses :
    - accélérer l'action climatique dans tous les secteurs pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris,
    - accroître le financement international pour la lutte contre le changement climatique,
    - mettre fin aux subventions pour les combustibles fossiles et encourager les énergies renouvelables.
- Cette COP28 est sous le feu des critiques depuis son annonce. En effet, le Sultan Al Jaber, le nouveau président de la COP est aussi président de l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) et de Masdar (une société publique de développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène).
  - Le ministre a présenté dans des "lettres aux Parties", en juillet, octobre et novembre, les progrès, les priorités et les attentes des Émirats arabes unis en vue de cette COP 28.
  - L'idée de mettre un directeur de compagnie pétrolière à la tête de cette conférence fait néanmoins débat.
    - Peut-on espérer la nécessaire neutralité dans les discussions, sans agenda caché ?
- Un deuxième point de tension existe également dans l'organisation de cette conférence. La célèbre agence de conseil McKinsey & Company a ainsi fourni aux organisateurs émiratis de la 28e conférence sur le climat des Nations unies des scénarios sur l'avenir du secteur énergétique mondial qui sont en contradiction avec les objectifs climatiques que le cabinet affiche publiquement, révèle l'enquête de l'AFP.
  - McKinsey « appelle ouvertement et sans vergogne à abaisser les ambitions sur l'élimination du pétrole au sein même de la présidence de la COP28 » a déclaré une source ayant assisté à des réunions confidentielles avec les hôtes du sommet.
- Cette COP28 sera décisive dans la protection de l'environnement, si les Etats appliquent l'ensemble de leurs engagements climatiques d'ici à 2030, les émissions de gaz à effet de serre mondiales ne baisseront que de 2% par rapport à 2019, prévient l'ONU dans un rapport annuel.
  - C'est bien (trop) éloigné des 43% de baisse nécessaires à cette même échéance pour limiter le réchauffement à +1,5°C à la fin du siècle - et ainsi éviter les pires conséquences du dérèglement climatique.
  - «*Les gouvernements font des petits pas*», a réagi Simon Stiell, secrétaire exécutif de l'ONU-Climat.





# GREEN DEAL

## ACTIVISME ÉCOLOGIQUE, ANTI-ÉCOLOGIQUE, 12 MONKEYS

Le manque de volonté politique en matière de climat et d'écologie ne se traduit pas dans les annonces, mais dans les actes. Dénié ou assumé, l'impératif écologique et les conditions de l'habitabilité de la planète s'imposent à toutes les politiques européennes et nationales comme aux comportements individuels, soulignait le philosophe Bruno Latour, qui désignait là un "nouveau régime climatique". Mais loin de la nécessaire mobilisation partagée, l'écologie et l'environnement sont porteurs de nouveaux clivages. Pierre Charbonnier avait déjà insisté sur ce paradoxe. Le Green European Journal en avait fait son édition du printemps dernier.

- Nourris aussi bien aux théories conspirationnistes, aux intérêts établis et aux préjugés religieux fondamentalistes chrétiens, des partis politiques ouvertement climatosceptiques existent depuis longtemps aux États-Unis et au Canada.
  - Le Parti républicain est même devenu depuis sa révolution culturelle du Tea party un foyer de contestation du dérèglement climatique.
    - En revanche, en Europe l'importance de la lutte contre le réchauffement climatique a longtemps bénéficié d'une forme de consensus général, contestée uniquement aux marges.
  - Alors que les politiques publiques de la transition énergétique et de la protection de l'environnement commencent à faire sentir leurs effets au quotidien, le consensus craque.
    - A l'extrême droite, voire au centre-droit, le rejet des restrictions sur les moteurs thermiques en ville, ou sur les modes de productions agricoles, cristallisent des oppositions de plus en plus fortes.
- Dans le climat sécuritaire qui progresse dans le monde entier, les activistes climatiques font face à une diabolisation croissante en Europe.
  - Des médias les délégitiment en utilisant un langage qui les présente comme des ennemis de la société, en créant une opposition entre « nous » et « eux ».
    - Cette double peine, où l'accent est mis sur leurs actions plutôt que sur les raisons du dérèglement climatique, crée une confusion qui discrédite leur combat.
    - Ce traitement médiatique peut conduire à des violences et des menaces à l'encontre des activistes écologiques, jusqu'à être assimilés, sans vergogne ni nuance, par certains discours politiques à des formes de terrorisme.
- Dans le climat sécuritaire qui progresse dans le monde entier, les activistes climatiques font face à une diabolisation croissante en Europe.
  - Des médias les délégitiment en utilisant un langage qui les présente comme des ennemis de la société, en créant une opposition entre « nous » et « eux ».
    - Cette double peine, où l'accent est mis sur leurs actions plutôt que sur les raisons du dérèglement climatique, crée une confusion qui discrédite leur combat.
    - Ce traitement médiatique peut conduire à des violences et des menaces à l'encontre des activistes écologiques, jusqu'à être assimilés, sans vergogne ni nuance, par certains discours politiques à des formes de terrorisme.
  - Le danger est de faire coïncider les préoccupations écologiques avec les autres clivages actuels.
    - Fortement empreinte d'une dimension générationnelle évidente (cf. cette émission de France culture), elle accompagne aussi d'autres polarisations politiques.
    - Pour faire simple, les activistes du climat et l'électorat sensible à l'écologie sont souvent aussi des progressistes, multiculturalistes ancrés à gauche, tandis que les climato-sceptiques ou ceux qui en minimisent l'urgence se trouvent à droite de l'axe politique, voire à l'extrême droite.



EUROPE  
INFO  
HEBDO

## GREEN DEAL

### ACTIVISME ÉCOLOGIQUE, ANTI-ÉCOLOGIQUE, 12 MONKEYS

- Au cours de la révolution industrielle, les Européens et les Occidentaux ont fondé leur mode de vie et leur confort matériel sur l'exploitation des ressources naturelles, sans se préoccuper des impacts de leur action sur la terre.
  - Dans une analyse au fond pour le Grand Continent, le professeur J-Y Dormagen explique que justement c'est sur ce point que le consensus sur l'origine humaine du dérèglement climatique achoppe.
    - Ceci rend donc plus difficile de se mettre d'accord sur les réponses à apporter et remet en question même la nécessité d'apporter des réponses en termes de politiques publiques.
    - Cependant, avec la prise de conscience des externalités négatives de l'activité humaine et des limites planétaires, l'urgence de changer l'approche se fait plus forte.
  - La comparaison entre la réaction aux guerres et au réchauffement climatique est d'ailleurs frappante, explique cette analyse de l'historien australien et américain d'origine indienne Depesh Chakrabarty.
    - Les dirigeants occidentaux, et au-delà, ne traitent pas ces deux menaces avec la même énergie, bien que les conséquences du réchauffement climatique soient de plus en plus évidentes et bien plus graves encore à long terme.
    - L'absence d'un sentiment d'unité contre le réchauffement climatique est manifeste, en contraste avec la mobilisation rapide observée pendant les guerres.
    - Pour l'historien, il faudrait mettre en place une protection de l'environnement similaire au droit de la guerre pour garantir la préservation des sites naturels, considérés à la fois comme des biens communs de l'humanité et des propriétés nationales.

La question du modèle de développement ne se limite pas seulement aux excès de la révolution industrielle occidentale. C'est l'ensemble du monde qui est concerné. Et le climat fait émerger un autre clivage Nord-Sud que les COP illustrent de façon éloquente.

